

vivre et dont la cause principale sera la crise énergétique.

Si l'approvisionnement et la consommation énergétiques — particulièrement en ce qui a trait au pétrole — étaient répartis plus également à l'échelle mondiale, le problème auquel nous faisons face aujourd'hui aurait évidemment un caractère bien différent et serait beaucoup plus facile à résoudre. Sans doute n'est-il pas nécessaire de trop s'attarder sur le sujet dans le cadre d'une conférence sur l'énergie et les relations internationales. Ce sont les déséquilibres qui créent les tensions internationales. Les treize pays membres de l'OPEP produisent environ 80 p. cent du pétrole vendu sur les marchés mondiaux. Les trois quarts de la production proviennent des pays du Moyen-Orient. Sur le plan de la consommation, les États-Unis importent environ 50 p. cent du pétrole qu'ils consomment, soit le quart des ressources destinées à satisfaire l'ensemble de leurs besoins énergétiques. L'Europe de l'Ouest doit pour sa part importer près de 100 p. cent du pétrole qu'elle consomme, soit la moitié de ses besoins énergétiques; il convient cependant de souligner que le Royaume-Uni et la Norvège font maintenant exception à la règle. Par comparaison, les Canadiens se retrouvent dans une position très avantageuse puisque leurs importations nettes de pétrole ne correspondent qu'à environ 12 p. cent de leurs besoins et qu'ils sont des exportateurs nets d'énergie.

Si ce n'était du fait que l'Union soviétique arrive à satisfaire ses propres besoins en énergie et en pétrole, et même ceux de la plupart de ses partenaires d'Europe de l'Est, les relations internationales seraient infiniment plus compliquées qu'elles ne le sont, en particulier entre les grandes puissances. La Chine, qui est présentement un petit exportateur de pétrole, n'a pas davantage occupé une place très importante sur le marché international. Il reste à voir si l'Union soviétique réussira dans la prochaine décennie à maintenir sa production à un niveau suffisant pour satisfaire ses propres besoins ainsi que ceux des autres pays d'Europe de l'Est. Mais force nous est de reconnaître que ces pays peuvent se trouver un jour dans l'obligation de faire appel aux marchés mondiaux et d'envisager les éventuelles répercussions d'une telle démarche sur le plan géopolitique, en particulier au Moyen-Orient. Certains observateurs estiment que, d'ici à 1982, le bloc des pays communistes devra importer environ 700 000 barils de pétrole par jour, par opposition à des exportations nettes d'environ un million de barils par jour en 1978.

Le nouveau rôle des entreprises multinationales constitue un autre facteur important dont doivent tenir compte nos dirigeants au moment d'introduire la question énergétique dans les considérations de la politique étrangère.

Ce sont les sociétés multinationales qui s'occupent depuis toujours des travaux de recherche, de prospection et de mise en valeur des ressources pétrolières, de même que des ententes commerciales qui en découlent. Par exemple, lors des embargos et des pénuries de 1973, la répartition des approvisionnements a dans l'ensemble été organisée et effectuée par les multinationales. Or, l'on constate qu'à l'heure actuelle, les pays producteurs ont tendance à exercer un contrôle non seulement sur leurs biens, mais aussi sur l'évolution des relations commerciales. Pour se ménager certaines garanties d'approvisionnement, les gouvernements de nombreux pays consommateurs